

<https://www.snetap-fsu.fr/Mobilisations-lyceennes-dans-l-enseignement-agricole-public.html>



Mobilisations lycéennes dans l'enseignement agricole et maritime public

- Nos Actions - Les Communiqués -



Date de mise en ligne : mercredi 5 décembre 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

De nombreux.euses lycéen.nes, y compris de l'enseignement agricole et maritime public, se mobilisent depuis vendredi 30 novembre. Ces derniers jours ce mouvement s'est fortement amplifié.

Le Snetap-FSU comprend la contestation par la jeunesse des réformes en cours, et plus particulièrement celles du lycée, du baccalauréat, et de Parcoursup, car elles constituent, chacune à leur manière, les outils d'un tri social brutal et injuste que nous dénonçons depuis plus d'un an. C'est la raison pour laquelle **le Snetap-FSU a déposé un préavis de grève auprès du Ministre**, afin de permettre aux personnels de l'Enseignement Agricole Public qui en manifesteront l'intention de se joindre au mouvement de contestation lycéenne et d'apporter leur soutien.

Pour mémoire, à la rentrée 2018, malgré les annonces de réussite du gouvernement, ce sont près de 225 000 jeunes qui à l'issue de leurs deux années de Bac sont resté.es à la porte de Parcoursup pour diverses raisons (vœux non satisfaits, abandon de la procédure, déclaré.es inactif.ves, inscription dans des formations privées, ...). Beaucoup d'entre elles / eux se sont donc résigné.es et ont renoncé aux études supérieures, ou sont allé.es remplir les caisses de l'enseignement privé, véritable gagnant de l'opération ; à l'inverse l'échec pour l'Enseignement Supérieur Public et les élèves est patent.

La réforme du lycée suit la même logique plus sélective et une spécialisation plus précoce. Elle renvoie la responsabilité des choix de parcours et d'éventuelles impasses dans l'orientation aux élèves et leurs familles, sans visibilité sur les attentes des formations supérieures.

Pour l'enseignement agricole, l'attractivité des filières technologique et générale est sévèrement mise en cause. Les spécificités et « plus » de la filière générale sont amoindris ; les options, renvoyées au « facultatif », sans moyens garantis, sont menacées. Le Bac STAV perd ses dimensions technologiques (suppression de l'oral adossé au dossier technologique, menace sur le stage individuel) et scientifiques (évaluations renvoyées au [CCF](#) « maison »). Les heures de pluridisciplinarité ne seraient plus fléchées par discipline ; les heures de dédoublement sont aussi menacées.

Ces réformes s'accompagnent de suppressions de postes, contre lesquelles les personnels se sont mis en grève le 9 octobre et le 12 novembre. Pour cette dernière date, une manifestation nationale a rassemblé plus de 250 personnels devant la Direction générale et de la recherche.

L'impréparation du ministère, le « suivisme » à l'égard de [l'EN](#) et la volonté d'aller vite pour étouffer toute contestation mettent les personnels dans l'incapacité de répondre aux lycéen.nes et leurs familles, et génèrent pour eux angoisse et incertitudes.

Le Snetap-FSU dénonce toute forme de violence, notamment policière à l'heure où certain.es lycéen.nes en sont déjà victimes.

Le Snetap-FSU, après la consultation interne à la FSU et la réunion de l'Interpro prévue le 6 décembre, décidera d'un appel à réunir des assemblées générales dans les établissements pour débattre de la situation, des suites à donner à ces mouvements et enfin des modalités d'action à retenir.

Il appelle enfin le Ministre de l'Agriculture, et le gouvernement, à entendre la colère qui s'exprime et à renoncer à ses réformes qui se font contre les lycéen.nes et contre les personnels de l'Education.

Paris, le 05 décembre 2018